

Au-delà de 50 salariés (actifs ETP, enseignants compris), toute entreprise doit constituer une BDES mise à jour régulièrement et consultable à tout moment par les membres du CSE.

Toutes les informations sur la mise en place de la BDES ici : [La BDES, principes généraux](#)

En l'absence d'accord d'entreprise, la loi fixe les données qui doivent figurer dans cette base, organisées en 10 thématiques (les éléments en italiques ne s'appliquent pas aux Ogec du fait de leur statut d'association à but non lucratif) :

1° Investissements

A- Investissement social

a) Evolution des effectifs par type de contrat, par âge, par ancienneté ;

- évolution des effectifs retracée mois par mois ;
- nombre de salariés titulaires d'un contrat de travail à durée indéterminée ;
- nombre de salariés titulaires d'un contrat de travail à durée déterminée ;
- nombre de salariés temporaires ;
- nombre de salariés appartenant à une entreprise extérieure ;
- nombre des journées de travail réalisées au cours des douze derniers mois par les salariés temporaires ;
- nombre de contrats d'insertion et de formation en alternance ouverts aux jeunes de moins de vingt-six ans ;
- motifs ayant conduit l'entreprise à recourir aux contrats de travail à durée déterminée, aux contrats de travail temporaire, aux contrats de travail à temps partiel, ainsi qu'à des salariés appartenant à une entreprise extérieure ;

b) Evolution des emplois par catégorie professionnelle ;

- répartition des effectifs par sexe et par qualification ;
- indication des actions de prévention et de formation que l'employeur envisage de mettre en œuvre, notamment au bénéfice des salariés âgés, peu qualifiés ou présentant des difficultés sociales particulières ;

c) Evolution de l'emploi des personnes handicapées et mesures prises pour le développer ;

- i- Actions entreprises ou projetées en matière d'embauche, d'adaptation, de réadaptation ou de formation professionnelle ;
- ii- La déclaration annuelle prévue à l'article L. 5212-5 à l'exclusion des informations mentionnées à l'article D. 5212-4 est jointe au présent rapport ;

d) Evolution du nombre de stagiaires de plus de 16 ans ;

e) Formation professionnelle : investissements en formation, publics concernés ;

- les orientations de la formation professionnelle dans l'entreprise telles qu'elles résultent de la consultation prévue à l'article L. 2312-24 ;
- le résultat éventuel des négociations prévues à l'article L. 2241-6 ;
- les informations relatives aux modalités d'accès à la formation professionnelle des salariés transmises par l'employeur à l'autorité administrative en application de l'article L. 6331-32 ;
- les conclusions éventuelles des services de contrôle faisant suite aux vérifications effectuées en application de l'article L. 6361-4 ;
- le bilan des actions comprises dans le plan de formation de l'entreprise pour l'année antérieure et pour l'année en cours comportant la liste des actions de formation, des bilans de compétences et des validations des acquis de l'expérience réalisés, rapportés aux effectifs concernés répartis par catégorie socioprofessionnelle et par sexe ;
- les informations, pour l'année antérieure et l'année en cours, relatives aux congés individuels de formation, aux congés de bilan de compétences, aux congés de validation des acquis de l'expérience et aux congés pour enseignement accordés ; notamment leur objet, leur durée et leur coût, aux conditions dans lesquelles ces congés ont été accordés ou reportés ainsi qu'aux résultats obtenus ;

- le nombre des salariés bénéficiaires de l'abondement mentionné au dernier alinéa du II de l'article L. 6315-1 ainsi que les sommes versées à ce titre ;
- le nombre des salariés bénéficiaires de l'entretien professionnel mentionné au I de l'article L. 6315-1.

- Le bilan, pour l'année antérieure et l'année en cours, des conditions de mise en œuvre des contrats d'alternance :
 - > les emplois occupés pendant et à l'issue de leur action ou de leur période de professionnalisation ;
 - > les effectifs intéressés par âge, sexe et niveau initial de formation. (D. 2323-6) ;
 - > les résultats obtenus en fin d'action ou de période de professionnalisation ainsi que les conditions d'appréciation et de validation.
- Le bilan de la mise en œuvre du compte personnel de formation ;

f) Conditions de travail : durée du travail dont travail à temps partiel et aménagement du temps de travail ;

- Données sur le travail à temps partiel :
 - > nombre, sexe et qualification des salariés travaillant à temps partiel ;
 - > horaires de travail à temps partiel pratiqués dans l'entreprise ;

-Le programme annuel de prévention des risques professionnels et d'amélioration des conditions de travail prévu au 2° de l'article L. 2312-27 établi à partir des analyses mentionnées à l'article L. 4612-2 et fixant la liste détaillée des mesures devant être prises au cours de l'année à venir dans les mêmes domaines afin de satisfaire, notamment :

- > i-Aux principes généraux de prévention prévus aux articles L. 4121-1 à L. 4121-5 et L. 4221-1 ;
- > ii-A l'information et à la formation des travailleurs prévues aux articles L. 4141-1 à L. 4143-1 ;
- > iii-A l'information et à la formation des salariés titulaires d'un contrat de travail à durée déterminée et des salariés temporaires prévues aux articles L. 4154-2 et L. 4154-4 ;
- > iv-A la coordination de la prévention prévue aux articles L. 4522-1 et L. 4522-2 ;

B- Investissement matériel et immatériel

- a) Evolution des actifs nets d'amortissement et de dépréciations éventuelles (immobilisations) ;
- b) Le cas échéant, dépenses de recherche et développement ;
- c) Mesures envisagées en ce qui concerne l'amélioration, le renouvellement ou la transformation des méthodes de production et d'exploitation ; et incidences de ces mesures sur les conditions de travail et l'emploi ;

2° Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes au sein de l'entreprise

A- Analyse des données chiffrées

-Analyse des données chiffrées par catégorie professionnelle de la situation respective des femmes et des hommes en matière

- >d'embauche,
- >de formation,
- >de promotion professionnelle,
- >de qualification,
- >de classification,
- >de conditions de travail,
- >de santé et de sécurité au travail,
- >de rémunération effective
- >et d'articulation entre l'activité professionnelle et l'exercice de la responsabilité familiale

-Analyse des écarts de salaires et de déroulement de carrière en fonction de leur âge, de leur qualification et de leur ancienneté ;

-Description de l'évolution des taux de promotion respectifs des femmes et des hommes par métiers dans l'entreprise ;

B- Stratégie d'action

A partir de l'analyse des données chiffrées mentionnées au A du 2°, la stratégie comprend les éléments suivants :

-mesures prises au cours de l'année écoulée en vue d'assurer l'égalité professionnelle.

>Bilan des actions de l'année écoulée et, le cas échéant, de l'année précédente.

>Evaluation du niveau de réalisation des objectifs sur la base des indicateurs retenus.

>Explications sur les actions prévues non réalisées ;

-objectifs de progression pour l'année à venir et indicateurs associés.

>Définition qualitative et quantitative des mesures permettant de les atteindre conformément à l'article R. 2242-2.

>Evaluation de leur coût.

>Echéancier des mesures prévues ;

3° Fonds propres, endettement et impôts

a) Capitaux propres de l'entreprise ;

b) Emprunts et dettes financières dont échéances et charges financières ;

c) Impôts et taxes ;

4° Rémunération des salariés et dirigeants, dans l'ensemble de leurs éléments

A- Evolution des rémunérations salariales

a) Frais de personnel y compris cotisations sociales, évolutions salariales par catégorie et par sexe, salaire de base minimum, salaire moyen ou médian, par sexe et par catégorie professionnelle ;

b) *Pour les sociétés anonymes, montant global des rémunérations visées au 4° de cet article ;*

c) Epargne salariale : intéressement, participation ;

5° Activités sociales et culturelles : montant de la contribution aux activités sociales et culturelles du CSE, mécénat ;

6° Rémunération des financeurs, en dehors des éléments mentionnés au 4°

A- Rémunération des actionnaires (revenus distribués) ;

B- Rémunération de l'actionnariat salarié (montant des actions détenues dans le cadre de l'épargne salariale, part dans le capital, dividendes reçus) ;

7° Flux financiers à destination de l'entreprise

A- Aides publiques

Aides ou avantages financiers consentis à l'entreprise par l'Union européenne, l'Etat, une collectivité territoriale, un de leurs établissements publics ou un organisme privé chargé d'une mission de service public, et leur utilisation. Pour chacune de ces aides, il est indiqué la nature de l'aide, son objet, son montant, les conditions de versement et d'emploi fixées, le cas échéant, par la personne publique qui l'attribue et son emploi ;

B- Réductions d'impôts ;

C- Exonérations et réductions de cotisations sociales ;

D- Crédits d'impôts ;

E- Mécénat ;

F- Résultats financiers :

- a) Chiffre d'affaires, bénéfiques ou pertes constatés ;
- b) Résultats d'activité en valeur et en volume ;
- c) Affectation des bénéfices réalisés ;

8° Partenariats

A- Partenariats conclus pour produire des services ou des produits pour une autre entreprise ;

B- Partenariats conclus pour bénéficier des services ou des produits d'une autre entreprise ;

9° Pour les entreprises appartenant à un groupe, transferts commerciaux et financiers entre les entités du groupe

A- Transferts de capitaux tels qu'ils figurent dans les comptes individuels des sociétés du groupe lorsqu'ils présentent une importance significative, notamment transferts de capitaux importants entre la société mère et les filiales ;

B- Cessions, fusions, et acquisitions réalisées.

10° L'environnement

A – Politique générale en matière environnementale

Organisation de l'entreprise pour prendre en compte les questions environnementales et, le cas échéant, les démarches d'évaluation ou de certification en matière d'environnement ;

B – Economie circulaire

a) Prévention et gestion de la production de déchets : évaluation de la quantité de déchets dangereux définis à l'article R.541-8 du code de l'environnement et faisant l'objet d'une émission du bordereau mentionné à l'article R. 541-45 du même code ;

b) Utilisation durable des ressources : consommation d'eau et consommation d'énergie ;

C – Changement climatique

a) Identification des postes d'émissions directes de gaz à effet de serre produites par les sources fixes et mobiles nécessaires aux activités de l'entreprise (communément appelées « émissions de score 1 ») et, lorsque l'entreprise dispose de cette information, évaluation du volume de ces émissions de gaz à effet de serre ;

b) Bilan des émissions de gaz à effet de serre prévu par l'article L.229-25 du code de l'environnement ou bilan simplifié prévu par l'article 244 de la loi du 29 décembre 2020 de finances pour 2021 pour les entreprises tenues d'établir ces différents bilans.

Texte de référence : [C. trav. art. R. 2312-8](#)

